

ma province natale, et il y dit, entre autres choses :

Quant à la question de la défense qui est inséparable du problème général, j'ai confiance que, lorsque l'Angleterre comprendra que nous comptons sur nous-mêmes dans une grande mesure et que nous sommes en état d'organiser de grandes forces militaires et navales pour notre protection mutuelle—ce que l'union seule nous permettra de faire—elle viendra volontiers à notre secours avec toute sa vaste puissance dans toutes les difficultés qui pourront surgir.

Tel était le langage de ces deux grands hommes d'Etat, dont l'un représentait la grande province d'Ontario, ainsi qu'on l'appelle maintenant, et dont l'autre représentait la grande province de Québec dans notre Confédération. Ces hommes parlaient ainsi sur un ton de défi. Pourquoi? Parce que les membres de l'ancien pacte de famille et plusieurs autres personnes, au cours de la lutte pour l'obtention du gouvernement responsable, reprochaient à ceux qui voulaient opérer ces changements d'être des séparatistes et des félons. On peut en dire autant au sujet du projet de confédération des colonies de l'Amérique septentrionale anglaise en une nation libre et indépendante à l'ombre du drapeau anglais. Les uns disaient que ce projet mènerait à l'indépendance, à la rupture des liens qui nous unissaient à l'empire. Ils prétendaient même que non seulement l'indépendance s'en suivrait, mais que l'annexion en serait le résultat. C'était là leur idée. Ces messieurs, lorsqu'ils se sont rendus dans les Provinces maritimes, se crurent tenus de prendre une attitude conciliante, ou plutôt une attitude confiante à ce sujet, de leur dire que rien de semblable n'était projeté, que, grâce au développement du gouvernement responsable, à l'accroissement de l'indépendance des colonies, les liens unissant celles-ci à la métropole deviendraient plus forts. On a aujourd'hui recours au même raisonnement, lorsque nous émettons l'idée que nous pourrions et devrions avoir une marine canadienne.

J'ai un autre témoin et je suis certain que ses paroles seront accueillies avec respect, du moins, dans une partie du Canada. Sir Charles Tupper, qui était alors l'honorable Dr Tupper, disait, à un banquet de la chambre de commerce dans la ville de Québec, le 15 octobre 1865 :

Je crois qu'un coup porté au bien ou à la liberté de l'Amérique anglaise mettrait en mouvement toute la puissance de la couronne anglaise—toutes les forces de cette belle armée—et de cette vaillante marine sur lesquelles nous nous reposons avec confiance pour notre protection. Toutefois, le fait que tel est le tempérament anglais, le sentiment de l'empire britannique, au lieu de nous rendre indolents et indifférents, devrait nous porter à nous mettre avec une nouvelle ardeur dans une situation où nous pourrions coopérer avec la brave armée et la vaillante marine de la Gran-

M. EMMERSON.

de-Bretagne pour la défense de cette partie de l'empire britannique.

Ces paroles proférées dans cette circonstance dans la ville de Québec ont été fortement acclamées. Il expliquait que la voix des factions était forcée à se taire dans la tentative qu'on faisait pour confédérer ses provinces dans le dessein de fonder une nation, de développer ses richesses et de défendre et de protéger le territoire qui les recélait. L'honorable Adams G. Archibald, qui était alors chef de l'opposition libérale à la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Ecosse et qui devint plus tard sir Adams Archibald, disait, à cette époque, dans un banquet à Montréal :

Le temps est venu où nous sommes à la veille d'occuper le rang d'une grande nation et puisqu'il en est ainsi, nous ne devrions pas nous soustraire à nos responsabilités... Etant une nation unie, nous deviendrons un grand pays et le temps n'est pas éloigné où une puissance formidable se fondera sur ce continent aura un pied sur le littoral du Pacifique et l'autre sur les côtes de l'Atlantique et donnera à l'univers, même de ce côté-ci de l'Atlantique, la preuve que les institutions monarchiques ne sont pas incompatibles avec la liberté civile et religieuse et la plus grande somme de progrès matériel.

C'est la Nouvelle-Ecosse qui a d'abord proposé que ce Dominion s'étendît d'un océan à l'autre, et qui a laissé entendre que cette nation ayant un pied sur le littoral du Pacifique et l'autre sur les côtes de l'Atlantique deviendrait une puissance formidable. Quelle notion de cette formidable puissance possèdent les députés de la droite! Combien étroites sont devenues leurs idées! Comme ils se sont recoquillés! Ils ne veulent pas accomplir les devoirs qui leur ont été imposés lorsque leurs ancêtres ont fondé la Confédération, afin de devenir sur ce continent une grande nation anglo-américaine. Voici le langage que tenait à Charlottetown l'honorable T. H. Haviland :

D'après ce que je puis savoir, je crois qu'avant peu les provinces du Pacifique à l'Atlantique deviendront un grand pays et une nation.

L'île est petite, mais il en sort des hommes. Lui aussi, ainsi que ses collègues de la Nouvelle-Ecosse, fut l'un des premiers à déclarer sans restriction que nous deviendrions une nation s'étendant d'un océan à l'autre. L'honorable William MacDougal, délégué du Canada-ouest, comme on appelait alors cette partie du pays, disait :

Je crois qu'il se formera une nation douée de capacités peu ordinaires.

Et l'honorable Jonathan McCully, un grand libéral de la Nouvelle-Ecosse, un homme très distingué dans la vie politique et plus tard un juge éminent, tenait ce langage à Toronto, le 16 novembre 1884 :